



HAL
open science

Ce qui change en Arabie Saoudite

Stéphane Lacroix

► **To cite this version:**

Stéphane Lacroix. Ce qui change en Arabie Saoudite. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2016, pp.11. hal-03610559

HAL Id: hal-03610559

<https://sciencespo.hal.science/hal-03610559>

Submitted on 16 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CE QUI CHANGE EN ARABIE SAOUDITE

19 JANVIER 2016

Stéphane Lacroix

Professeur associé à Sciences Po, chercheur au CERI

LES GRANDES LIGNES

Depuis l'arrivée au sommet de l'État du roi Salman, la structure du pouvoir saoudien et la manière dont il s'exerce sont en train de changer radicalement.

Pendant plus de soixante ans, les nombreux fils d'Abdelaziz ibn Saoud, le roi fondateur, ont gouverné par consensus, la succession au trône se faisant de frère en frère par ordre d'âge.

Pour assurer la pérennité du système dans la génération suivante, les princes étant plus de 500, le roi Abdallah avait tenté d'institutionnaliser le Conseil de famille informel sous la forme d'un Conseil d'allégeance comprenant un représentant par clan.

Le roi actuel, Salman, issu du puissant clan des Soudayri, gouverneur de Riyad pendant un demi siècle, s'est senti assez fort pour réformer le système à l'avantage de sa propre lignée.

Après avoir remplacé le prince héritier nommé par son prédécesseur, il a imposé son jeune fils Mohammed ben Salman comme second prince héritier.

Celui-ci contrôle toute l'économie, y compris le secteur pétrolier (Aramco), ainsi que la défense. Chef de la maison royale, il a l'accès direct à son père.

Un exécutif resserré est chose nouvelle en Arabie saoudite. Cela permet des décisions rapides. Mais, chez Mohammed ben Salman, la réactivité va de pair avec l'impulsivité et l'amateurisme.

En témoignent la manière dont sont menées la guerre au Yémen et la lutte anti-terroriste, l'ordre des priorités et les alliances variant au fil des événements.

Le pouvoir saoudien a trois obsessions : l'Iran, l'État islamique et les changements issus des révolutions arabes. Il juge que l'accord nucléaire avec l'Iran est une « trahison » des Américains.

Dans le domaine économique, Mohammed ben Salman veut abandonner la culture de rente pétrolière et amorce un virage libéral risqué. L'avenir dira si sa vision peut réussir.

Si tout ne change pas en Arabie saoudite, en réalité, beaucoup de choses changent pourtant. Cela est presque déstabilisant pour qui observe ce pays depuis quinze ans. Au point de départ, il y a un bouleversement du leadership. Les conséquences vont bien au-delà des bisbilles, habituelles depuis des années, au sein de la famille royale, qui n'avaient pas d'incidence sur le système politique. On est en train d'assister à un véritable changement de paradigme dans la structure du pouvoir et la manière dont il est exercé, donc sur les politiques menées et leur nature.

Le leadership traditionnel en question

Pour bien comprendre le changement, il faut revenir au mode traditionnel de gouvernement. Abdelaziz ibn Saoud, le roi fondateur de l'Arabie saoudite moderne, est mort en 1953. À partir de 1902, il avait conquis le territoire du pays tel qu'on le connaît aujourd'hui. Les origines de l'État saoudien remontent en fait au milieu du 18^{ème} siècle, mais des querelles au sein de la famille royale avaient conduit, à la fin du 19^{ème} siècle, à l'intervention des Ottomans et à la disparition de cet État. Ibn Saoud l'a refondé, prenant le titre de roi en 1932. Pour éviter les querelles fratricides qui avaient entraîné la disparition de l'État saoudien à la fin du siècle précédent, le souverain, à l'approche de sa mort, a inventé un système original. Il a rassemblé tous ses fils. S'étant marié, pour des raisons politiques, avec des femmes de toutes les grandes tribus de la péninsule arabique, il avait beaucoup d'enfants. Plus de 50 de ses fils sont adultes en 1953. À ceux-là, réunis autour de son lit de mort, il demande de ne jamais se disputer entre eux. Et pour cela, il leur enjoint de gouverner ensemble, aucun n'ayant la prééminence sur les autres. Ils devront se partager le pouvoir et faire en sorte qu'aucun ne se sente jamais exclu.

Gouvernement par consensus des princes

Ce système est fondé d'une part sur la notion de consultation (*choura* en arabe), d'autre part sur celle de consensus. Une décision n'est prise que lorsque toute la famille s'est mise d'accord. Cela se traduit dans la structure du pouvoir. Pour garantir l'équilibre des forces dans la famille royale, chacun des princes reçoit un morceau d'État, quelquefois de manière très artificielle. Ainsi, dans les années 1950, alors que le pays n'avait pas encore d'avions civils, le ministère de l'aviation a été scindé en deux – un ministère de l'aviation civile et un ministère de l'aviation militaire – pour donner une fonction à deux princes. Ces morceaux d'État sont autant de fiefs, dans lesquels chaque prince peut cultiver sa propre clientèle.

Dans ce système, l'Arabie saoudite n'est pas une monarchie absolue, mais une monarchie dynastique. Le roi est premier parmi ses pairs. Le Conseil de famille, qui n'apparaît pas dans les organigrammes, est le vrai organe de décision. L'État saoudien prend la forme d'un État moderne, mais est en fait patrimonial.

En Arabie saoudite, le mode de succession est horizontal. Les fils d'Abdelaziz ibn Saoud se sont transmis le pouvoir l'un après l'autre par ordre d'âge. En 1953, le plus âgé, Saoud, a succédé à son père. Fayçal a suivi en 1964, Khaled en 1975, Fahd en 1982, Abdallah en 2005, Salman en 2015. Ce système fonctionne tant qu'il reste gérable. La cinquantaine de membres du Conseil de famille ont tous le même père, mais des mères différentes, avec une tendance à se regrouper

entre fils d'une même mère. Le clan des Soudayri est le plus puissant, parce qu'il comporte sept fils de la quatorzième épouse d'Abdelaziz, Hassa. Fahd a été roi ; Salman est l'actuel souverain ; le prince Nayef et son frère Sultan ont été l'un ministre de l'intérieur, l'autre de la défense, pendant 40 ans.

Élargissement de la famille et lutte des clans

La grande question était de savoir ce qui se passerait à la génération suivante, avec l'élargissement de la famille. Selon les estimations, celle-ci compte aujourd'hui une vingtaine de milliers de princes et princesses, dont peut-être 500 princes de la deuxième génération. Le système n'est plus gérable. L'évolution est inévitable mais redoutée. Depuis longtemps, tout le monde, en Arabie saoudite, voit venir un recentrage du pouvoir sur l'une des lignées, au détriment de toutes les autres, quitte à ce que soit recréé un système similaire à celui d'Abdelaziz lui-même. Au début du 20^{ème} siècle, le roi fondateur avait commencé par exclure ses frères et leur descendance de la succession pour imposer ses propres fils. Il restait à savoir s'il s'agirait d'un système « patrilinéaire » classique ou de revenir, au sein d'une même lignée, à un système horizontal tel qu'on le connaît aujourd'hui.

Si l'une doit l'emporter contre toutes les autres, les factions les plus puissantes sont les mieux placées. Les plus faibles essaient à tout prix de préserver le système actuel. C'était le cas du roi Abdallah, seul fils de sa mère, donc sans alliés naturels au sein de la famille. Il était arrivé en pouvoir au bénéfice de l'âge. En 2006, il avait créé le Conseil d'allégeance, formalisant pour la première fois le mode de succession de l'Arabie saoudite. C'était une institutionnalisation du Conseil de famille, dont il est issu. Chaque prince est présent ou représenté par l'un de ses fils après sa mort. Le but d'Abdallah était de maintenir l'équilibre entre les lignées tout en conservant le nombre initial de participants. Le Conseil d'allégeance vote, à la majorité, pour désigner, parmi les candidats, le prince héritier et le second prince héritier. En réalité, ce conseil n'a jamais servi à rien. À partir de la fin du règne d'Abdallah, la logique de la lutte des clans l'a emporté.

Cette lutte a bénéficié à un clan puissant. Salman, qui est un Soudayri, ne manquait pas d'alliés. Gouverneur de Riyad pendant 50 ans, il s'était constitué une clientèle très importante. On le considérait comme le sage de la famille royale. Quand il a succédé à Abdallah en 2015, il s'est senti suffisamment fort pour imposer une réforme du système servant avant tout ses propres intérêts.

Le tournant vers une monarchie absolue

Salman, 80 ans aujourd'hui et souffrant de la maladie d'Alzheimer, s'est d'abord employé à écarter tous ceux qu'Abdallah avait introduit dans le système. Mouqrin, seul fils de sa mère, sans fratrie ni alliés pour le protéger et qui n'avait pas occupé de fonctions importantes auparavant, avait été nommé prince héritier par le roi précédent. Mohammed ben Nayef, premier prince de la seconde génération à occuper un tel poste, était devenu second prince héritier. Fils du prince Nayef, inamovible ministre de l'intérieur pendant quarante ans, il était vice-ministre de l'intérieur en charge du contre-terrorisme depuis le milieu des années 2000. Les Américains l'apprécient : il est considéré comme celui qui a permis d'écraser Al-Qaïda dans la péninsule arabique entre 2003 et

2006. L'organisation djihadiste n'a eu d'autre choix que de se retrancher au Yémen où elle s'est recréée en 2009.

La première décision de Salman, le nouveau roi, a été d'exclure Mouqrin de la ligne de succession. Cela ne s'était jamais fait. L'éviction du prince héritier est de nature à susciter des querelles sans fin dans la famille. Mohammed ben Nayef, 54 ans aujourd'hui, est donc devenu prince héritier. Et Salman a nommé son propre fils, Mohammed ben Salman, 30 ans aujourd'hui, au poste de second prince héritier. Les deux princes appartiennent à la deuxième génération. C'est tout à fait nouveau. Il n'est pas certain que Mohammed ben Nayef, qu'il était difficile de démettre dans un premier temps, garde longtemps sa position de prince héritier.

Promotion du fils préféré du roi

Mohammed ben Salman n'est pas le plus expérimenté des nombreux fils de Salman. Son frère Fayçal, grand magnat de la presse saoudienne, qui a étudié aux États-Unis, est très influent. Un autre fils de Salman, Abdelaziz, occupe le poste de vice-ministre du pétrole depuis une quinzaine d'années. Mais c'est un jeune de 30 ans qui est choisi comme second prince héritier. Personne ne le connaît, ni dans le pays, ni à l'étranger. Il a fait ses études à l'Université du roi Saoud, ne parle pas anglais et n'a aucune ouverture à l'international. Premier garçon de la femme préférée de Salman, il serait le fils préféré du roi. Cette promotion, tout à fait inhabituelle pour un homme de cet âge, suscite de l'acrimonie parmi les membres plus âgés de la famille, qui attendaient leur tour.

Deuxième décision, Salman a réorganisé toutes les affaires du royaume autour de deux grands pôles : un conseil économique et social (dont dépend la compagnie pétrolière Aramco), présidé par Mohammed ben Salman ; un conseil de sécurité nationale sous l'autorité de Mohammed ben Nayef. Mohammed ben Salman est aussi chef du Diwan (le palais royal). Il a l'accès direct et contrôle l'accès au roi. Il occupe en outre le poste de ministre de la défense, détenu par son père avant qu'il n'accède au trône. Le jeune homme dispose donc d'un pouvoir énorme. Mohammed ben Nayef, pour sa part, a hérité du ministère de l'intérieur à la mort de son père. Le système saoudien est désormais concentré entre les mains de deux personnes. Tous les membres des autres clans ont été exclus, notamment les fils de Sultan. Bandar ben Sultan, ancien ambassadeur à Washington, très impliqué dans les contacts avec les Américains, qui avait présidé un précédent conseil de sécurité nationale en 2012, est écarté. Les Fayçal sont hors jeu.

En réalité, entre « les deux Mohammed », l'un contrôle le système plus que l'autre. C'est le plus jeune et le moins expérimenté. Ben Salman a toute l'économie, l'Aramco, la défense, l'accès direct à son père. Ben Nayef n'a que la sécurité intérieure. C'est d'autant plus important que les deux grands dossiers du moment relèvent de Mohammed ben Salman. Il conduit la guerre du Yémen et mène le grand plan de réformes de l'économie saoudienne, qu'il a initié. Les deux hommes ne seraient pas en bons termes, mais le fils du roi l'emporte toujours en cas de querelle, car il peut se prévaloir de l'autorité de son père. Certaines personnes ont été limogées, y compris au ministère de l'intérieur, parce qu'elles déplaisaient à Mohammed ben Salman.

Réactivité, impulsivité, amateurisme

Un exécutif resserré est quelque chose de nouveau en Arabie saoudite. Traditionnellement, ce

pays ne décidait rien, à la fois par souci de prudence et parce qu'il fallait l'accord de cinquante personnes. Désormais, les décisions peuvent se prendre de manière réactive, sinon impulsives. On voit ainsi Mohammed ben Salman convoquer du jour au lendemain une conférence de presse pour annoncer une coalition contre le terrorisme. Le lendemain, le Pakistan, l'Indonésie et d'autres pays s'étonnent de ne pas avoir été informés du fait qu'ils y participaient. Cette réactivité pourrait être une bonne chose, car l'Arabie saoudite est confrontée à une série de crises majeures. Mais Mohammed ben Salman agit essentiellement de manière impulsive, avec un réel aventurisme et même de l'amateurisme.

Querelles dans la famille royale

Autre conséquence de cette concentration des pouvoirs, elle suscite des querelles majeures au sein de la famille. Des dissensions se sont exprimées à plusieurs reprises ces derniers mois. Sur son compte Twitter, le prince Talal, qui appartient à la première génération, avait protesté de manière virulente au moment de la nomination de Mohammed ben Salman et de l'éviction de Mouqrin : « Pas d'allégeance à ceux qui brisent les règles. » Il avait expliqué ensuite qu'il s'exprimait au nom de toute une partie de la famille. On raconte qu'après la nomination de son fils, Salman a convoqué le Conseil d'allégeance pour lui imposer de ratifier une décision déjà prise et qu'une vingtaine de princes sur cinquante seraient partis en claquant la porte. Cela ne veut pas dire qu'on soit arrivé à un point de rupture. On n'imagine pas une scission au sein de la famille. Mais c'est un terreau dangereux. Si la division d'une élite politique entre en conjonction avec autre chose, cela peut avoir des conséquences fâcheuses. Pendant longtemps, par exemple, les relations tendues entre Moubarak et l'armée égyptienne n'ont pas eu d'incidence sur le pouvoir du raïs. Mais quand un mouvement social contre le président s'est produit en janvier 2011, l'armée a saisi cette opportunité pour se venger. Elle a appuyé les manifestants pour se débarrasser de Moubarak. On peut imaginer qu'à la faveur d'une crise intérieure ou extérieure, les princes saoudiens aujourd'hui exclus prennent leur revanche.

Des changements majeurs de politiques

À la tête du pays, le changement est colossal. Cela se traduit par une série de politiques, tant intérieures qu'extérieures, en rupture avec la pratique antérieure.

En politique étrangère, l'Arabie saoudite a, historiquement, trois grandes préoccupations :

La rivalité avec l'Iran

La rivalité avec l'Iran remonte à la révolution islamique iranienne, au début des années 1980. Auparavant, le roi Fayçal et le chah s'entendaient fort bien. Contrairement à ce que l'on dit, l'antagonisme entre les deux pays, qui fondent leur légitimité sur l'islam, n'est pas pluriséculaire. Mais depuis la révolution iranienne, plusieurs crises majeures les ont opposés. En 1987, la répression par les Saoudiens d'une manifestation de pèlerins iraniens porteurs de portraits de Khomeini a fait 400 morts. Au départ, en 1979, le conflit n'était pas entre chiites et sunnites. Pour Khomeini, la révolution n'était pas chiite, mais islamique et devait s'exporter dans le monde entier. La professionnalisation du discours s'est faite peu à peu dans les années 1980 et 1990. L'Arabie

saoudite a voulu renvoyer l'Iran à son chiisme pour limiter l'attrait de la révolution islamique. En retour, l'Iran a cherché à s'appuyer sur les chiites de la région, au Liban, en Irak et dans la péninsule arabique. Peu à peu, le conflit politique entre deux grandes puissances régionales à volonté hégémonique est devenu confessionnel. Les Saoudiens sont persuadés que la bombe atomique iranienne viserait Riyad avant Tel Aviv. Ils se sentent menacés, y compris militairement, par l'Iran.

L'islam politique sunnite

Cette deuxième obsession date des années 1990. Pendant les trois décennies précédentes, l'Arabie saoudite et les islamistes, issus des frères musulmans ou de versions plus radicales, étaient alliés. La rupture s'est faite à l'occasion de la guerre du Golfe. Un mouvement islamiste contestant la monarchie a vu le jour en Arabie saoudite. Par ailleurs, les frères musulmans et les groupes islamistes ont condamné la décision, jugée inacceptable, de faire appel à des troupes américaines pour protéger le pays. En Arabie saoudite, les princes gouvernent et les oulémas édictent la norme. Ces derniers se gardent d'intervenir dans le domaine politique. Ces deux sphères distinctes sont ce que remettent en cause les islamistes. La rupture s'est accentuée pendant toutes les années 1990 et 2000. Après les printemps arabes, l'Arabie saoudite a eu très peur d'une prise de pouvoir des islamistes dans les pays de la région. C'est pourquoi, en 2013, elle a soutenu l'armée égyptienne pour renverser Mohamed Morsi. Le général Sissi, qui a pris le pouvoir, avait été attaché militaire en Arabie saoudite. Les liens entre les armées des deux pays sont anciens et étroits. Les Saoudiens ont également peur de l'État islamique. Il leur est arrivé d'être tellement obsédés par la menace iranienne qu'ils ont pu mettre au second plan, à certains moments, la menace des groupes islamistes sunnites. Mais il n'y a pas eu pour autant de connivence avec ces groupes.

Les forces de changement politique dans la région

Toute force de changement politique dans la région inquiète le pouvoir saoudien. Soucieux de maintenir le statu quo à tout prix, il est nostalgique de Mubarak et de Ben Ali. Ce dernier est d'ailleurs toujours réfugié à Djeddah. La première priorité du pouvoir saoudien consiste à limiter l'impact des changements politiques issus des printemps arabes, faute de réussir à faire avorter les mouvements révolutionnaires. C'est très clair au Yémen. La médiation du Conseil de coopération du Golfe a surtout eu pour but d'éviter une vraie révolution et de maintenir en place l'essentiel des élites du régime d'Ali Abdallah Saleh. Dans un second temps, les Saoudiens ont essayé d'empêcher les islamistes de s'emparer du pouvoir ou de limiter les effets de leur prise de pouvoir. On l'a vu aussi en Égypte avec leur intervention contre Morsi.

Ordre variable des priorités

Cependant, l'ordre des priorités a pu changer. En 2013 et 2014, l'Arabie saoudite était obsédée par la menace islamiste sunnite, jugée plus dangereuse que l'Iran. Au Yémen, les Saoudiens ont fini par négocier la sortie d'Ali Abdallah Saleh, tout en maintenant son vice-président, Abd Rabbo Mansour Hadi, aujourd'hui chef de l'État, et en évitant toute épuration de l'appareil d'État yéménite. Les chefs de l'armée et des services de sécurité restaient les mêmes que dans le système Saleh. Un processus de transition politique a néanmoins mené à un gouvernement dominé par les

islamistes d'Al-Islah, branche yéménite des Frères musulmans. Paniqués, les Saoudiens ont placé les frères musulmans sur la liste des organisations terroristes en mars 2014. Cette même année, ils ont joué un jeu dangereux consistant à appuyer le rapprochement entre Ali Abdallah Saleh, alors réfugié chez eux, et les rebelles houthis du nord pour déstabiliser le gouvernement dominé par les Frères musulmans à Sanaa. Cela a mené à la marche des Houthis sur la capitale yéménite avec, dans un premier temps, la bénédiction des Saoudiens. Mais ces derniers ne s'attendaient pas à ce que les rebelles, non seulement prennent Sanaa, mais continuent leur marche vers Aden.

Le changement de roi en Arabie saoudite étant intervenu à ce moment, une troisième phase s'est ouverte. L'obsession première de Mohammed ben Salman et de ceux qui l'entourent étant l'Iran, les islamistes sunnites ont été relégués au deuxième rang des ennemis. La politique saoudienne au Yémen a viré à 180°. Riyad a déroulé le tapis rouge pour recevoir les islamistes d'Al-Islah. Les Houthis, alliés de l'Iran, sont devenus l'ennemi à combattre.

La « trahison » de l'Amérique

Entre temps est intervenu l'accord nucléaire entre les États-Unis et l'Iran. Les Saoudiens y voient une trahison majeure. Ils considèrent que les Américains ne les comprennent plus, ne prennent pas en compte leur préoccupation sécuritaire et se sont laissés bernier par Téhéran. C'est d'ailleurs pour cela que la France est bien vue à Riyad, car elle est perçue comme le seul pays occidental à partager le point de vue du royaume sur la menace iranienne.

Sous l'impulsion du jeune prince Mohammed ben Salman, qui détient tous les leviers du système, les Saoudiens décident 1) que l'Iran est la menace, 2) que les Américains ne sont plus en mesure de les en protéger, 3) qu'ils doivent donc agir et prendre en mains leur propre sécurité. Au printemps 2015, en organisant sa propre coalition pour intervenir au Yémen, l'Arabie saoudite affirme ne plus pouvoir se contenter du parapluie américain. C'est une manière de forcer la main de l'Amérique. Cette dernière, mise au pied du mur au dernier moment, n'a pas eu d'autre choix que de participer à la logistique des opérations au Yémen.

L'Arabie saoudite s'efforce aussi de redéfinir les alliances régionales. Ainsi, le Soudan, grand allié de l'Iran dans les années 1990 et 2000, a changé de camp. Moyennant quelques milliards de dollars, il a envoyé des soldats combattre au Yémen aux côtés des Saoudiens. Les Soudanais ont même expulsé l'ambassadeur iranien à l'instar des Saoudiens.

De prime abord, ce changement de priorité a bénéficié à l'État islamique, devenu menace de second rang pour Riyad. Il n'est pas certain que ce soit toujours le cas. Depuis quelques mois, Daesh a une rhétorique très agressive à l'égard de l'Arabie saoudite, où il a perpétré des attentats, y compris contre des mosquées sunnites de la police saoudienne. L'État islamique est désormais placé au même niveau de menace que l'Iran.

Nouveau cap économique

En politique intérieure aussi, des changements majeurs ont été annoncés par Mohammed ben

Salman. Dans une interview¹, il a présenté sa vision de ce qu'il convient de faire en Arabie saoudite. Pour lui, le modèle rentier est terminé. Il veut libéraliser l'économie, privatiser l'Aramco (ou certaines de ses filiales), réduire toutes les subventions (c'est déjà le cas pour l'énergie), introduire la TVA (tous les pays du Golfe se sont entendus pour le faire), poursuivre la saoudisation des emplois, y compris de manière coercitive. Forcer les employeurs saoudiens à prendre des salariés saoudiens serait probablement désastreux pour l'économie du pays. La privatisation de l'Aramco suscite aussi des questions : est-ce un projet sérieux, réfléchi ou un propos impulsif, qui restera lettre morte ? Que dira la technocratie pétrolière saoudienne, réputée plutôt efficace ?

Depuis un an, l'amateurisme de Mohammed ben Salman en matière de politique étrangère est stupéfiant. Sur le Yémen en particulier, mais aussi sur la coalition contre le terrorisme, sortie d'on ne sait où et dont on ne voit pas à quoi elle sert, faute d'objectifs clairement définis, avec des pays membres qui n'ont pas été prévenus. La guerre au Yémen fait beaucoup de morts et coûte très cher à un moment où les prix du pétrole sont au plus bas. On ne voit pas comment l'Arabie saoudite va se sortir de ce conflit. Mais en politique intérieure, les changements annoncés sont intéressants. Le pouvoir essaie de montrer qu'il a une vision. Avec le modèle classique de gouvernement à cinquante personnes, on aurait attendu qu'il n'y ait plus une goutte de pétrole pour envisager de renoncer au modèle rentier. Pour une fois, on anticipe. Reste à voir ce que cela donnera.

POUR EN SAVOIR PLUS

Deux corps d'armée

Il y a deux corps d'armée en Arabie saoudite, manière de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. D'un côté, l'armée régulière ressemble à celles de tous les États modernes. De l'autre, la Garde nationale recrute dans les tribus, en particulier celles du nord du pays. Ce corps reste très attaché à ses racines tribales. Quand les bédouins du nord ont été sédentarisés de force et privés de leur activité pastorale traditionnelle par Abdelaziz à partir des années 1930, l'incorporation dans la Garde nationale a été une manière de leur donner un emploi. Abdallah avait dirigé ce corps à partir de 1962. Aujourd'hui, c'est son fils, Mitab. Ce dernier est l'un des rares, dans le système actuel, à conserver une base forte et un peu de pouvoir tout en n'étant pas en phase avec les deux Mohammed. La Garde nationale est observée de très près, car elle pourrait devenir le fer de lance d'une résistance à ce que beaucoup, aujourd'hui en Arabie saoudite, considèrent comme une révolution de palais.

Tous les chefs religieux condamnent l'État islamique

Le soutien d'une partie de la société saoudienne à l'État islamique existe mais ne doit pas être exagéré. Les recrues de Daesh ont le même profil en Arabie saoudite que dans tous les autres pays du monde. Ce sont surtout des jeunes, voire des très jeunes, qui se mobilisent à l'écart des

1 *The Economist*, 6 janvier 2016

structures sociales. En révolte contre toutes les formes d'autorité – sociale, politique, tribale, religieuse – ils voient dans l'État islamique un projet révolutionnaire susceptible de porter leur contestation. C'est également une révolte générationnelle. L'État islamique est la seule structure politique dans laquelle un jeune de 28 ans peut se retrouver gouverneur d'une province. L'État islamique n'est soutenu par aucune autorité religieuse établie, pas même au sein du courant djihadiste. Tous les cheikhs de ce courant sont du côté d'Al-Qaïda-Front al-Nosra. Comme les chefs religieux de l'islam saoudien officiel, ils condamnent l'État islamique, le qualifiant de groupe déviant. Du point de vue saoudien, le fait que les producteurs du discours salafiste, dans ses variantes quiétiste officielle ou plus islamiste, soient anti-État islamique serait plutôt un atout pour contrer le discours, pourtant très proche, de Daesh. Ces condamnations ont du poids en Arabie saoudite, mais restent sans effets sur des jeunes marginalisés, qui sont aussi en rébellion contre les autorités religieuses. Un fort contingent saoudien a rejoint l'État islamique. Mais, en proportion de la population, il est beaucoup moins important que le contingent tunisien.

47 exécutions, quatre messages

Les Saoudiens ont aujourd'hui autant peur de l'État islamique que de l'Iran, surtout à leur frontière. Tant que c'était loin et virtuel, ils ne voyaient pas la menace. Ils en ont conscience aujourd'hui. Début janvier 2016, les Saoudiens ont exécuté 47 personnes condamnées pour « terrorisme », dont 43 djihadistes sunnites et quatre opposants chiites. Ces exécutions ont été calculées pour envoyer des messages à différents destinataires en même temps. L'un des suppliciés était l'idéologue d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique. Pour la première fois, l'Arabie saoudite a exécuté un djihadiste sunnite d'envergure. Le message s'adresse à l'État islamique. Il exprime la volonté de se montrer impitoyable à l'égard du djihadisme sunnite. L'exécution d'un dignitaire chiite est un message destiné à l'Iran. Riyad n'est pas mécontent de la sur-réaction de Téhéran. Cela permet au pouvoir d'éviter d'être accusé, en particulier par les djihadistes sunnites, de n'exécuter que des sunnites. L'État islamique reproche à l'Arabie saoudite, qui prétend défendre l'orthodoxie sunnite, de laisser les chiites de la province orientale (10% de la population) se livrer à leurs « pratiques hérétiques » dans leurs propres mosquées. Les Saoudiens avaient besoin d'une bonne crise diplomatique avec l'Iran pour montrer ses muscles et satisfaire leur base. C'est un jeu dangereux, même si aucun des deux pays n'a l'intention de faire la guerre à l'autre. Le message s'adresse enfin aux États-Unis, sommés de choisir leur camp : l'Iran ou l'Arabie saoudite.

Un prince bien entouré mais impulsif

On dit Mohammed ben Salman, qui n'a étudié qu'en Arabie saoudite et ne parle pas anglais, entouré de technocrates de qualité, formés à l'étranger. Mais le problème est celui de sa personnalité. Le pays est en train de se transformer en monarchie absolue. L'entourage finit par dire au prince ce qu'il veut entendre. D'autant qu'il est capricieux et peut avoir des réactions impulsives. L'annonce impromptue d'une coalition de 34 pays contre le terrorisme a été, de ce point de vue, ubuesque. Ce devait être une coalition de pays musulmans, mais elle incluait des États africains à majorité chrétienne ou animiste, comme le Bénin et le Togo. Les quelques pays musulmans disposant d'une vraie armée ont fait savoir dès le lendemain qu'ils ne participeraient pas. Il faut espérer que les décisions économiques ne se prennent pas de cette manière.

Impact de la chute des cours pétroliers

La chute des prix des hydrocarbures affecte considérablement l'économie saoudienne. Mais le pays n'est pas au bord du gouffre. Il dispose d'un important matelas de réserves financières, de l'ordre de 650 milliards de dollars. Avec un budget déficitaire de 80 à 90 milliards de dollars, comme en 2016, il peut tenir encore huit ans sur ces réserves. Vouloir sortir de l'économie de rente avant épuisement des réserves est un progrès. Autrefois, l'inertie structurelle du système aurait fait qu'on aurait attendu qu'il n'y en ait plus du tout pour réagir. Mais il va falloir changer les mentalités. Convaincre un Saoudien de travailler aussi efficacement qu'un étranger pour le même salaire ne sera pas facile. En réalité, l'Arabie saoudite a peu d'atouts. Les Saoudiens sont persuadés que les prix du pétrole vont remonter.

Les chiites pas seuls à contester

La contestation chiite est une réalité en Arabie saoudite. Il n'est pas sûr qu'elle soit considérée par le pouvoir comme une vraie menace. Elle est traitée comme un problème sécuritaire local. Depuis quatre ans, une insurrection de basse intensité dure dans la province orientale. Elle a fait une trentaine de morts. Il y a eu des tirs contre des policiers saoudiens, mais la violence vient surtout de la répression, par les forces de l'ordre, des manifestations qui se produisent à intervalle régulier dans cette province. Par ailleurs, il existe aussi une élite chiite cooptée par le pouvoir, des hommes d'affaires prospères, des représentants nommés à la Choura, le parlement saoudien. Certains leaders religieux chiites font figure d'interlocuteurs du pouvoir et bénéficient du système. Ceux qui se révoltent sont plutôt des jeunes en rupture avec ces élites chiites dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas. Le risque serait qu'on en revienne à la radicalisation violente des années 1990. Le Hezbollah saoudien avait été soupçonné d'être derrière l'attentat des tours de Khobar, en 1996. On pourrait imaginer un retour du terrorisme chiite, qui pourrait faire le jeu de l'Iran. Cependant, c'est la contestation sunnite qui fait le plus peur à Riyad. Elle s'exprime de manière plus feutrée. Après les printemps arabes, elle a donné lieu à des pétitions demandant une monarchie constitutionnelle à l'anglaise. L'une d'entre elles, intitulée « Pour un État des droits et des institutions », a été signée nominalement par 9 000 personnes appartenant à l'élite tant intellectuelle que religieuse, y compris des gens issus du mouvement islamiste. Malgré ce ferment de contestation, il n'y a pas, en Arabie saoudite, de culture de la protestation. On n'imagine pas de manifestations de rue à la manière égyptienne.

Scénario catastrophe

Pour le pouvoir, le scénario catastrophe serait un enlisement au Yémen qui provoque un mécontentement accru, lequel nourrirait un mouvement social poussant les élites contestataires de longue date à relever la tête, tout cela convergeant avec la rancœur d'une partie de la famille royale, mécontente des changements introduits par Salman dans le mode de gouvernance. On n'en est pas là. Si Salman mourrait brutalement, Mohammed ben Sayef deviendrait roi et déferait probablement tout ce que Mohammed ben Salman a fait. C'est pourquoi une rumeur insistante fait

état d'une possible éviction du premier prince héritier au profit du second.

Au Yémen, les mercenaires en première ligne

Au Yémen, les Saoudiens ne disposent pas d'une bonne armée. Ses soldats n'ont pas l'expérience du combat. C'est pourquoi des mercenaires colombiens, soudanais et des milices locales, tribales ou islamiques, sont envoyées en première ligne. Le souci principal de Riyad est d'éviter les pertes. Car il doit tenir compte de l'opinion publique. Les Émirats ont eu une cinquantaine de morts. Dans des pays qui manque de symboles nationaux, ces « martyrs » servent la construction du récit national. Jusqu'à un certain point seulement. Les Saoudiens ont très peur d'une hécatombe.

Un vrai débat sur les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux jouent un rôle énorme en Arabie saoudite. En proportion de la population et à égalité avec le Koweït, on y compte le plus grand nombre de comptes Twitter au monde. Dix millions de Saoudiens en possèdent un. On s'y exprime assez librement, sur les crises régionales, la politique du pays, la guerre au Yémen, les changements au sein de la structure du pouvoir, en évitant, bien sûr, d'insulter le roi. De toutes façons, le régime n'est pas capable de faire la police sur Twitter. Une opinion publique s'est construite autour des réseaux sociaux. Même si l'on ne voit pas comment les propos virtuels peuvent se traduire dans la réalité, il y a un vrai débat public.